

M. STICK : Pour capter les nouvelles, il faut un appareil à ondes courtes, et presque tout le monde en a un à Terre-Neuve. Voilà!

M. MACNAUGHTON : C'est moi qui ai soulevé ce point à la dernière séance. Je tiens donc à remercier le ministre de nous avoir fourni des renseignements. J'ai posé la question parce que nous possédions peu de détails à ce sujet, et dans ma circonscription électorale, à Montréal, beaucoup de gens commençaient à s'inquiéter du grand nombre d'employés affairés qui se trouvent au dixième étage de l'édifice de Radio-Canada, à Montréal. On veut savoir ce que fait tout ce monde, pour quelle raison un tel personnel a été mis sur pied, et ce qu'il en coûte. Maintenant, j'ai trois questions à poser. Nous avons parlé de la section politique. Quel est le nom du directeur de ce service?

L'hon. M. PEARSON : M. Pigeon.

M. MACNAUGHTON : Il a son bureau à Radio-Canada, à Montréal?

L'hon. M. PEARSON : Oui.

M. MACNAUGHTON : Il est employé par Radio-Canada?

L'hon. M. PEARSON : Oui.

M. MACNAUGHTON : Existe-t-il une sorte de collaboration avec le programme américain *Voice of America*, ou notre émission fait-elle partie de cette dernière?

L'hon. M. PEARSON : Il y a collaboration.

M. MACNAUGHTON : Y a-t-il chevauchement?

L'hon. M. PEARSON : Il y a échange de vues, et l'on s'assure en outre que les principes politiques énoncés ne sont pas contradictoires.

M. BENIDICKSON : Si la "Voix d'Amérique" nous dessert déjà auprès de groupes qui s'intéressent particulièrement à nous, pourquoi relayer des émissions parallèles?

M. Low : "Tout fait doit être établi par le dire de deux témoins."

L'hon. M. PEARSON : Les Soviets ont de la peine à brouiller des émissions en provenance de deux pays différents. On nous a répété que celles qui émanent d'un pays de moindre importance, comme le Canada, ont souvent plus d'influence que les programmes d'une grande puissance dont on se méfie davantage là-bas.

M. MACNAUGHTON : Voici ma troisième question. Le coût approximatif de ce service est évalué à quelque \$1,600,000 par année. A-t-on réduit ce montant ou si l'intention est de le réduire? A-t-on réalisé des économies? Avez-vous des renseignements sur ce que l'on se propose de faire au sujet des dépenses?

L'hon. M. PEARSON : D'aucuns ont proposé d'étendre ce service, et d'autres, de le réduire. Le premier projet a été rejeté pour des raisons d'économie je crois, mais je n'ai pas qualité pour affirmer que ce service est dirigé efficacement et économiquement. C'est ce qu'on nous dit, mais je n'ai pas de renseignements autorisés à l'appui de la chose. Je laisse cela au Service international même. Les directeurs du service seraient sûrement très heureux, lors du passage, à Montréal, des membres du Comité ou du Parlement, d'avoir la visite de ces messieurs. Ceux-ci pourraient voir eux-mêmes les appareils de radiodiffusion sur ondes courtes, et prendre connaissance de quelques-uns des textes transmis ou à transmettre.

M. BENIDICKSON : Les députés de Montréal même n'ont pas été invités récemment, alors qu'ils auraient dû l'être, car l'occasion s'est présentée.